

Marseille, samedi 1^{er} juillet



Une répression indigne contre notre camarade Frédéric Salvy

Au lycée Victor Hugo, la répression continue : après les AEd sanctionné-es lourdement et en cette fin d'année, celles et ceux qui ne seront pas renouvelé-es, la direction restant sourde à toute négociation et disqualifiant d'office la parole et l'argumentation de nos camarades, après la commission disciplinaire de Christine Gorce, annulée pour laisser place à une mutation d'office, Frédéric Salvy, CPE de l'établissement et militant CGT est sanctionné à son tour.

Les syndicats CGT Educ'action 13 et Sud éducation Bouches du Rhône apportent tout leur soutien à Frédéric Salvy, muté d'office dans l'intérêt du service

Mardi, Frédéric a appris qu'il était convoqué au rectorat par le DRRH le jeudi 6 juillet. Hier soir, convoqué dans le bureau du chef d'établissement avant de quitter son poste de travail, il se voit remettre un rapport sur sa manière de servir, rapport établi par l'IA-IPR EVS et le CT EVS le 27 juin, ainsi qu'un courrier du DRRH du 29 juin le convoquant au rectorat le 6 juillet, une invitation dans le cadre de la procédure à consulter son dossier administratif le 7 juillet (c'est-à-dire après avoir été reçu) et une décision du DRRH de déplacer Frédéric dans l'intérêt du service.

C'est une décision inique et donc inacceptable pour lui mais aussi pour nous tou-tes.

Inique et inacceptable car les éléments reprochés à Frédéric dans le rapport sur la manière de service sont indignes : vote en conseil d'administration, bruit dans la salle de permanence, dénonciations d'enseignants, disparités d'appréciation avec les autres CPE et avec la direction.

On parle d'un conseiller principal d'éducation présent depuis 21 ans dans l'établissement, mémoire et cheville ouvrière de celui-ci.

On parle d'un homme engagé dans la réussite des élèves, engagé dans le bon fonctionnement de l'établissement.

On parle d'un homme qui reste au lycée et assure la continuité du service public pendant que les chefs d'établissement se succèdent à un rythme effréné, le lycée Victor Hugo étant connu comme un tremplin de carrière dans la profession.

On parle d'un homme investi dans le dispositif RESF, défendant pied à pied les droits des enfants à être scolarisé-es et à sortir d'une précarité insupportable.

On parle d'un homme compétent, conscient du rôle de l'école dans l'émancipation individuelle et collective de nos enfants. D'un homme conscient qu'il travaille en éducation prioritaire et que cela nécessite disponibilité, écoute, bienveillance, connaissance fine du terrain et des quartiers que couvre l'établissement.

On parle d'un homme qui met l'élève au centre du lycée et qui l'accompagne dans son parcours citoyen d'acquisition de savoirs, de sens critique, d'apprentissage de la vie en société et d'émancipation.

En tant que militant syndical, il est engagé au quotidien pour la préservation et l'amélioration de notre outil de travail, l'école et pour la préservation et l'augmentation des moyens dont ont besoin nos élèves de l'éducation prioritaire. Il milite au sein de sa section d'établissement et plus largement pour défendre l'école, l'emploi et les conditions de travail de tou-tes les salarié-es. Il est aux côtés des salarié-es dont les emplois sont menacés et dont la parole et l'action syndicale sont lourdement réprimées.

Sa mutation dans l'intérêt du service est violente, injustifiée et le signe réel que l'opposition au rouleau compresseur gouvernemental, qui casse les services publics et met au pas la jeunesse, sera réprimée dans un déni de démocratie inacceptable.

C'est un cas de plus sur la longue liste des situations de répression syndicale qui s'accumulent. Cela accentue le climat déjà très anxiogène dans lequel nos camarades sont contraint-es de travailler. Par ailleurs, le chef d'établissement, dont l'attitude très problématique tant vis à vis des élèves que des personnels a été, cette année, maintes fois dénoncée, est, lui, couvert par le rectorat et maintenu dans ses fonctions.

Nous vous donnons rendez-vous **mardi 4 juillet à 15h devant le rectorat pour soutenir Christine Gorce** lors de son audience et **appelons les personnels à se mettre en grève ce jour-là.**

Nous vous donnons rendez-vous **jeudi 6 juillet à 17h devant le rectorat pour soutenir Frédéric Salvy** lors de son audience et **appelons les personnels à se mettre en grève ce jour-là.**

Nous annonçons d'ores et déjà qu'un préavis de grève est déposé pour la rentrée scolaire.

Pas de rentrée sans Fred !

Pas de rentrée sans Christine !

Réintégration et renouvellement de tou-tes les AEd !